

## Table des matières

1	Paris 2024 promet de mettre l'accent sur la mobilisation populaire .....	1
2	Tony Estanguet et les 1 an de Paris 2024 : «Je partage l'inquiétude du mouvement sportif» .....	2
3	Budget : coup de pouce fiscal en vue pour stimuler l'investissement.....	3
4	Bercy va tailler dans les effectifs de son réseau régional d'aides aux entreprises .....	5
5	La SNCF se lance dans l'aventure du train autonome : les voyageurs seront-ils prêts ?.	6
6	Chute du logement neuf, stagnation de la rénovation, le bâtiment s'inquiète.....	8
7	Monoprix et Amazon concrétisent leur alliance .....	10
8	Electricité moins chère : Michel-Édouard Leclerc «vise trois millions de clients».....	11
9	Macron entame son virage social avec le plan pauvreté .....	12
10	Plan pauvreté : comment l'accompagnement vers l'emploi va être renforcé.....	14
11	Pauvreté: la fin des plans cache-misère?.....	15
12	Ferrand, une élection sans sacre au Perchoir .....	17
13	Le Maroc, nouveau terrain de chasse des PME .....	18
14	Le coup de semonce de l'Europe à la Hongrie .....	20
15	Juncker : «Si j'avais été membre du Parlement européen, j'aurais voté en faveur de l'article 7» .....	21

### ::: ILE-DE-FRANCE

#### LE PARISIEN – 13/09/2018

#### **1 Paris 2024 promet de mettre l'accent sur la mobilisation populaire**



Selon le comité d'organisation des JO 2024, 2019 sera l'année de la mobilisation populaire à travers notamment des projets éducatifs ou scientifiques.

**Un an après l'attribution des Jeux de 2024 à Paris, l'esprit olympique ne souffle pas sur la France. Le comité d'organisation assure qu'il va y remédier.**

Il y a tout juste un an, Paris obtenait l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024. Si ces derniers mois ont été consacrés à la mise en place du comité d'organisation (Cojo) dirigé par Tony Estanguet, 2019 sera placée sous le signe de la mobilisation.

**Une carte des sites à peaufiner d'ici la fin de l'année.** Si la configuration du centre aquatique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a fait débat (5 bassins en phase olympique, 2 au lendemain des JO), [deux nouveaux sites de compétition](#) sont apparus depuis le vote de Lima : une Arena Porte de la Chapelle à Paris (à la place de Bercy-2), notamment pour le badminton, et un « Grand Palais éphémère » sur le Champ-de-Mars, qui accueillera le judo. L'AccorHotels Arena sera dédiée au basket alors que la phase finale du handball aura, a priori, lieu à Paris La Défense Arena. Même si le Cojo se donne jusqu'à la fin de l'année pour affiner sa carte des sites, peu de modifications sont attendues.

**Une vingtaine de directeurs et un budget à tenir. 64 salariés travaillent désormais au siège du Cojo, boulevard Haussmann à Paris. Parmi eux, une vingtaine de directeurs (relations internationales, ressources humaines, engagement, communication, marketing...). Si le budget total des JO frôle les 6,8 milliards d'euros, le Cojo dispose d'un budget de 3,8 Mds et doit pour cela trouver 1,1 Md de fonds privés. Il peut désormais faire signer des partenaires mais devra attendre le 1er janvier 2019 pour activer son programme.**

**Place à la mobilisation.** Un an après Lima, l'esprit olympique n'a pas encore envahi la France. Si quelques opérations ont été montées (La fabrique en Seine-Saint-Denis destinée à mobiliser les acteurs locaux, Athlé 2024 pour soutenir des athlètes susceptibles de briller dans 6 ans...), les Français n'ont pas encore été embarqués dans l'aventure. « 2019 sera l'année de la mobilisation, assure-t-on au Cojo. Nous allons retourner sur le terrain, dans les régions, dans les écoles... » La « plateforme de la marque » sera prête en début d'année, c'est elle qui donnera le ton et déterminera les actions que les porteurs du dossier souhaitent activer. Dès lors des projets éducatifs, scientifiques ou d'inclusion seront lancés afin de donner à l'événement une dimension autre que sportive. Quand acheter des billets ? Quand se porter candidat pour devenir volontaire (Paris 2024 en cherche environ 60 000) ? Ces questions-là aussi seront tranchées au cours du premier semestre 2019.

**Sandrine Lefèvre**

**LE FIGARO – 13/09/2018**

## **2 Tony Estanguet et les 1 an de Paris 2024 : «Je partage l'inquiétude du mouvement sportif»**



**[Le président de Paris 2024 dresse un bilan positif de la première année après l'attribution des Jeux Olympiques, malgré les baisses de moyens budgétaires.](#)**

**Quel bilan tirez-vous un an après l'obtention des Jeux Olympiques ?**

**Tony Estanguet :** Je suis très heureux. On est vraiment sur de bons rails, les fondations sont posées. Après Lima, il a fallu terminer l'aventure de la candidature, avec au passage un petit excédent de 6 millions d'euros redistribués aux acteurs publics. On a gardé un mouvement sportif majoritaire dans le comité d'organisation des JO (COJO), tout en associant les acteurs publics et la société civile. On a

travaillé sur la loi olympique et paralympique (adoptée par le Parlement le 15 mars), qui est aussi un chantier important. Et à chaque étape on a élevé l'ambition. La revue du projet nous a permis de stabiliser la maquette financière de l'argent public et d'améliorer l'héritage puisqu'il y aura neuf bassins (aquatiques, contre cinq auparavant, ndlr). On vient de signer le "marketing plan agreement" avec le CIO, c'est la première fois qu'il inclura un volet paralympique. Cela va nous permettre d'aller contacter les partenaires pour qu'au 1er janvier 2019 on soit prêt à activer (les droits du premier sponsor, ndlr). Mon rôle c'est de coordonner le rôle de tous les acteurs, mais c'est surtout de maintenir le niveau d'ambition. On veut marquer l'histoire de ce pays et on est pour l'instant sur de bons rails."

### **Pourtant, les acteurs du mouvement sportif s'inquiètent aujourd'hui d'un désengagement de l'Etat. Est-ce que vous partagez cette inquiétude ?**

Oui je comprends cette inquiétude et je la partage. Je suis tout cela de très près. Je sais que c'est très compliqué. C'est moins mon rôle en tant que président de Paris-2024, d'être impliqué directement dans les relations entre l'Etat et le mouvement sportif. En revanche, je continue d'échanger avec ces acteurs parce que ça me touche. Si on fait tout ça, si on a décidé d'être candidat, si on a gagné les Jeux, c'est quand même pour accompagner le développement du sport dans ce pays. Peut-être que je me trompe, mais je crois que ce serait pire si on n'avait pas eu les Jeux, qu'il y aurait probablement un scénario plus difficile. Le fait qu'on ait les Jeux nous permet de sauvegarder au maximum l'implication des acteurs. On ne réussira pas l'enjeu d'un sport fort dans ce pays sans l'implication de l'Etat et en même temps, il faut admettre qu'il faut trouver des solutions, car le sport, comme d'autres secteurs d'activités, doit entrer dans les efforts de financement.

### **Quel rôle estimez-vous pouvoir jouer ?**

Paris 2024 prendra sa part de responsabilité pour continuer à promouvoir les sports olympiques et paralympiques. C'est le kayakiste qui vous parle. Les Jeux ont changé ma vie, j'ai eu beau être champion du monde et champion d'Europe, personne n'était au courant en dehors de ma famille. Il a fallu que je sois champion olympique pour qu'on s'intéresse un peu au canoë kayak dans le pays. Je connais la force de frappe que représentent les Jeux et cette force de frappe, on veut vraiment la mettre au service du sport dans le pays.

### **Si l'année 2018 a été l'année des fondations, de quoi sera fait 2019 ?**

L'année 2019 c'est l'année de l'engagement, c'est l'année de la mobilisation. Ça veut dire aller sur le terrain, pour la semaine olympique et paralympique (en janvier), monter encore d'un cran, toucher encore plus d'écoles, encore plus d'enfants autour de la promotion des valeurs olympiques et paralympiques. L'enjeu de Paris 2024 c'est de mobiliser comme ça n'a jamais été fait. Je suis convaincu du pouvoir du sport pour susciter des vocations, changer la vie des personnes en situation de handicap, des personnes qui ont envie de retrouver confiance. Le sport est aussi une solution de santé publique. Cet effort va monter en puissance au cours des six prochaines années, mais mon objectif c'est que les premiers signaux de cette mobilisation soient patents dès 2019.

## **::: ECONOMIE**

### **LES ECHOS – 13/09/2018**

### **3 Budget : coup de pouce fiscal en vue pour stimuler l'investissement**



Le Premier ministre Edouard Philippe aura l'occasion de s'exprimer sur le suramortissement le 20 septembre lors de la présentation du plan d'action pour la transformation numérique de l'industrie.

## **EXCLUSIF. Bercy défend le retour d'un « suramortissement » sur les investissements des industriels. La mesure, en vigueur de 2015 à 2017, avait connu un certain succès.**

Permettre aux entreprises de majorer leurs amortissements suite à l'achat d'une machine, afin de réduire leur assiette imposable. C'est une « ficelle fiscale » bien connue pour relancer l'investissement, déjà éprouvée par le passé... y compris par un certain Emmanuel Macron lorsqu'il était ministre de l'Economie. Cette mesure, [plus connue sous le nom de « suramortissement »](#), pourrait faire son retour dans le prochain budget. Le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, a défendu un tel coup de pouce lundi lors du Conseil national de l'industrie, une instance qui réunit les principales fédérations industrielles.

### **Pousser l'industrie à se numériser**

Selon nos informations, Philippe Varin, le président de France Industrie, devrait évoquer ce point jeudi lors d'un échange avec le cabinet d'Edouard Philippe. Le Premier ministre aura l'occasion de s'exprimer sur le sujet le 20 septembre lors de la présentation du plan d'action pour la transformation numérique de l'industrie.

L'enjeu de ce « suramortissement » serait de pousser l'industrie à se numériser. « *Le périmètre n'est pas totalement défini, mais la mesure devrait concerner les équipements de robotisation et tout ce qui à trait à l'industrie du futur : des machines plus performantes, mieux connectées* », explique Bruno Grandjean, le président de la Fédération des industries mécaniques (FIM). Reste à voir si toutes les entreprises seraient concernées, ou seulement les PME.

### **Mesure pas encore arbitrée**

L'ampleur de ce coup de pouce n'est pas encore arbitrée. Les industriels espèrent que leurs amortissements pourront être majorés de 50 % (soit un peu plus que le suramortissement version Macron qui était de 40 %), ce qui aurait un coût de 500 millions d'euros par an sur la durée d'amortissement d'une machine, soit cinq ans. « *C'est beaucoup moins* », tempère-t-on à Bercy, où l'on insiste sur le fait que la décision n'a pas encore été tranchée. L'enveloppe se situerait plutôt autour de 200 millions d'euros.

A l'heure actuelle, la mesure ne figurerait pas dans le projet de loi de finances. Mais elle peut toujours être ajoutée par amendement ou figurer dans le collectif budgétaire de fin d'année. Dans tous les cas, l'ambition est bien de la mettre en oeuvre en 2019.

### **Rebond de l'investissement**

Un premier suramortissement a déjà été mis en place durant deux ans, d'avril 2015 à avril 2017. Initialement prévu pour un an, [ce dispositif avait été prolongé face au succès rencontré auprès des industriels](#). Durant cette période, l'investissement a connu un fort rebond, même si cette tendance s'expliquait aussi par des facteurs conjoncturels. Le redressement du [taux de marge](#) des industriels, ainsi que les [taux d'intérêt](#) historiquement bas y avaient également contribué. D'ailleurs, l'investissement est resté dynamique en 2018, [comme le montrent les statistiques de l'Insee de juillet](#), plus d'un an après l'interruption de ce coup de pouce.

### **Pas d'aménagements sur les baisses de charges**

Après avoir reçu le patronat, Bercy a maintenu son projet de reporter à octobre 2019 la baisse de charge de 4 points au niveau du SMIC. Comme pour les ménages, la baisse de charges pour les entreprises se

fera en deux temps, en janvier et en octobre 2019, a annoncé le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, fin août. A la suite de cette annonce, le Medef a demandé des aménagements pour certains secteurs. « *Nous avons étudié les propositions du Medef, mais cela ne se fera pas* », indique une source à Bercy.

**Ce que peut faire la France si la taxe Gafa n'aboutit pas // <https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/0302238185922-ce-que-peut-faire-la-france-si-la-taxe-gafa-naboutit-pas-2204523.php>**

Ingrid Feuerstein

LES ECHOS – 13/09/2018

#### 4 **Bercy va tailler dans les effectifs de son réseau régional d'aides aux entreprises**



**Bruno Le Maire veut réduire l'an prochain de 510 à 120 postes le pôle de développement économique de son ministère. Certains agents se verront proposer une indemnité pour partir dans le privé.**

Comme il est devenu d'usage, les effectifs de Bercy vont connaître **une nouvelle cure d'amaigrissement l'année prochaine** . Olivier Dussopt, le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique, a ainsi confirmé ce mercredi que ce seront près de 2.000 postes qui seront supprimés en 2019 au ministère des Finances, alors **que le chiffre total visé pour la fonction publique d'Etat est de 4.500 en moins** .

Dans ce contexte, Bruno Le Maire vient d'engager une réforme drastique du réseau territorial de Bercy chargé du développement économique. « *Nous sommes décidés à engager une vraie transformation structurelle en la matière. Dès l'an prochain, les effectifs des DIRECCTE chargés du développement économique vont passer de 510 à 120 agents* », a indiqué aux « Echos » le ministre de l'Economie et des Finances.

#### **Emiettement des compétences**

Le gouvernement entend ainsi tenir compte des multiples transferts de compétences qui ont accordé de plus en plus d'importance aux régions dans le développement économique. « *Aujourd'hui, on a un émiettement des compétences entre différents acteurs - aussi bien les régions que les chambres de commerce voire certains consultants privés à qui il est fait appel - qui affaiblit l'action publique. Il faut donc recentrer l'Etat sur des missions qui ne sont pas assurées en doublons par les régions* », indique une source gouvernementale.

Dans la nouvelle architecture, il ne resterait du réseau de Bercy sur le territoire métropolitain (hors Corse) qu'une dizaine d'agents par région, chargés de l'accompagnement des entreprises en difficulté, du développement des filières stratégiques et de l'innovation. Un changement qui fait écho aux **préconisations faites par le comité d'experts CAP2022** sur la réforme de l'action publique.

## Des mobilités prévues

Ces annonces faites aux syndicats fin août ont du mal à passer. « *C'est une dislocation complète. Cela répond seulement à une volonté de supprimer des postes* », juge Nadine Gerst de la CFDT Finances. Pour François-Xavier Ferrucci, secrétaire général de Solidaires Finances, « *les doublons invoqués par le gouvernement sont théoriques, en réalité sur le terrain l'action de l'Etat et des régions se complètent* ».

Ces critiques ne font pas reculer le gouvernement, qui veut mener tambour battant cette réforme : tous les agents concernés devraient être reçus d'ici à la fin de l'année pour un bilan de compétences et pour recueillir leurs souhaits de mobilité. Des possibilités de transfert vers d'autres réseaux territoriaux (des ministères de l'Emploi ou de l'Environnement), à Bercy à Paris, ou dans les fonctions publiques territoriales et hospitalières ont déjà été avancées par l'équipe gouvernementale.

## Des départs vers le privé

« *On a du mal à comprendre comment ces mobilités pourraient être possibles, alors que des suppressions d'effectifs sont prévues partout. En réalité le gouvernement veut pousser les agents à un départ vers le privé* », assure Michel Brahimi de la CGT Finances. De fait, l'exécutif prévoit aussi de proposer une indemnité aux agents publics de ces réseaux de Bercy qui préféreraient se reconvertir ailleurs que dans le public. Une des premières illustrations du « *plan de départs volontaires* », dont avait parlé [Gérald Darmanin](#), le ministre des Comptes publics, en janvier dernier.

**Protection des consommateurs : vers une administration amaigrie et recentrée //**  
<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/0302245772630-protection-des-consommateurs-vers-une-administration-amaigrie-et-recentree-2204576.php>

Renaud Honoré

## ::: ENTREPRISES

LA TRIBUNE – 13/09/2018

### 5 La SNCF se lance dans l'aventure du train autonome : les voyageurs seront-ils prêts ?



Les TGV du futur commandés à Alstom seront équipés pour être automatisés

**La SNCF envisage de faire circuler d'ici 2023 des prototypes de trains entièrement automatiques pour les voyageurs et les marchandises, avant une éventuelle généralisation dans les années suivantes en fonction des besoins et de l'adhésion du public.**

Après l'électrification du réseau tout au long du XXème siècle puis l'arrivée de la grande vitesse au début des années 80, le transport ferroviaire est à l'aube d'une nouvelle révolution : celle du train autonome s'appuyant sur le terreau des nouvelles technologies digitales et de l'intelligence artificielle.

Un concept sur lequel travaillent déjà les secteurs automobiles et aéronautiques et qui, dans le domaine du ferroviaire, est devenu une réalité en Australie en juillet sur une ligne de fret. Si l'expérience des métros automatiques qui roulent déjà depuis le début des années 1980, sera précieuse, la transposition aux chemins de fer est néanmoins complexe. Alors que le Japon planche sur une liaison périurbaine autonome et que la Chine prépare un prototype de train à grande vitesse automatisé, la SNCF met les bouchées doubles dans ce domaine.

*"Les briques technologiques existent déjà. L'enjeu, c'est la combinaison de toutes ces briques dans l'univers ferroviaire, qui est un univers ouvert dans lequel l'aléa est la règle", a indiqué le président du directoire du groupe SNCF, Guillaume Pepy. "Industriellement, la porte s'ouvrira pour des trains autonomes à partir de 2025", estime Pierre Izard, le directeur général délégué chargé des technologies ferroviaires à la SNCF.*

### **Un train automatisé sur la ligne E du RER en 2023**

Des projets sont déjà en cours. Dès 2021, la SNCF prévoit en effet de faire circuler des trains de transport de marchandises téléconduits par un conducteur au sol ("les trains drones"). Puis, à partir de 2023, sur la ligne E du RER qui sera prolongée à cette date de la gare Saint-Lazare à Mantes-La Jolie à l'ouest de Paris, un train équipé d'un système de signalisation et de commandes automatiques permettant d'automatiser les fonctions d'accélération et de freinage, avec un conducteur à bord assignés à des tâches de surveillance et de détection des obstacles (niveau d'automatisme GOA2).

Si ces trains ne seront pas totalement autonomes, ils permettront néanmoins de faire un saut extraordinaire en termes de capacité puisque il est prévu de faire circuler 22 trains par heure à une vitesse deux fois plus importante qu'elle ne l'est aujourd'hui (120 km/h contre 60-70 km/h).

### **Deux prototypes pour l'autonomie complète entre 2021 et 2023**

Mais la SNCF veut aller plus loin dans l'autonomie. En partenariat avec Railenium, l'institut de recherche technologique de la filière ferroviaire basé à Valenciennes, elle pilote deux consortiums regroupant chacun des industriels de renom, qui vont être chargés de fabriquer un prototype de train autonome (niveau GO4, sans conducteur) de fret et de voyageurs (TER). Ces derniers seront testés en circulation réelle entre 2021 et 2023, pour un déploiement espéré à partir de 2025. Le premier regroupe Alstom, le groupe d'ingénierie Altran, le spécialiste italien de la signalisation Ansaldo STS (groupe Hitachi) et Apsys, filiale d'Airbus en charge de la cybersécurité. Le second, dédié aux voyageurs, doit automatiser un TER.

Il se compose du constructeur canadien Bombardier, de l'équipementier allemand Bosch, du spécialiste de l'intelligence artificielle SpirOps et du groupe technologique Thales. L'Etablissement public de sécurité ferroviaire (EPSF) et l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) ont été associés à l'aventure. Ces deux consortiums disposent d'une enveloppe de 57 millions, financés à 60 % par la SNCF et Railenium (qui a le soutien de l'État), et le reste par les différents partenaires.

La grande vitesse n'est pas oubliée. Une fois le système européen de gestion du trafic ERTMS installé sur la ligne Paris-Lyon à partir de 2024-2025, la SNCF compte faire circuler des TGV, non pas 100% autonomes, mais de niveau GOA2. Commandés cet été à Alstom par la SNCF, les 100 TGV du futur seront configurés de manière à pouvoir être automatisés. Les livraisons doivent s'étaler de 2023 à 2031.

### **Réduire les coûts et améliorer la qualité**

Les objectifs du train autonome sont multiples. En circulant sur les réseaux existants, ils pourront augmenter le nombre de trains sur le réseau ferroviaire en évitant d'investir des milliards dans la construction de lignes nouvelles, laquelle se chiffre en milliards d'euros, dix fois plus que celle des systèmes de contrôle des trains. En outre, comme le montre l'expérience du métro, les trains autonomes permettront d'améliorer la ponctualité. *"Les deux grands défis du ferroviaire qui sont le coût du système ferroviaire et la qualité de service seront résolus par le train autonome", affirme Patrick Jantet, le président de SNCF Réseau.*

Reste à voir si les passagers vont accepter de voyager sans conducteur à bord. "Tout dépendra de l'acceptabilité psychologique par les voyageurs des trains sans conducteur à partir de 2024-2025 (...). Personne ne peut dire aujourd'hui qu'il y aura des TGV sans conducteur en 2025", a déclaré Guillaume Pepy, le président du directoire de la SNCF, qui renvoie à l'horizon 2022-2023 pour reparler de ces questions.

Pour autant, pour lever la barrière de l'acceptabilité, le transport ferroviaire, contrairement à l'automobile ou à l'aviation, bénéficie de l'expérience éprouvée de l'automatisation dans le métro.

Par **Fabrice Gliszczynski**

## LES ECHOS – 13/09/2018

### 6 Chute du logement neuf, stagnation de la rénovation, le bâtiment s'inquiète



La FFB dénonce le recul de 3,4 % sur un an à fin juillet des mises en chantier de logements neufs provoqué par le rabot du prêt à taux zéro,

tandis que la construction de non résidentiel neuf, elle, poursuit sa progression qui atteint 13,8 % à fin juillet.

**Le bâtiment prévoit une rentrée difficile. Le rabot des aides du prêt à taux zéro, la fin des aides au remplacement des fenêtres et le relâchement de la lutte contre les abus du travail détaché font enrager le secteur.**

« Il y a une cohérence du gouvernement : nous n'avons déjà aucune réponse quand c'était Hulot, nous n'avons aucun retour de de Ruyg ». Le constat du président de la Fédération française du bâtiment (FFB), Jacques Chanut, résume l'irritation croissante du secteur face aux restrictions budgétaires qui font dévisser ou tourner à vide des pans entiers de la construction.

Le dévissage, c'est pour les logements neufs où « la tendance annuelle tourne autour de 400.000 mises en chantier en 2018, contre 430.000 en 2017 soit -7 %, et la chute actuelle des permis va conduire à poursuivre, voire à accentuer cette baisse en 2019 », souligne la FFB. Les mises en chantier ont reculé de 3,4 % à fin juillet sur un an « alors que dans le même temps, la construction non résidentielle a progressé de 13,8 %, preuve que le recul du logement neuf n'est pas dû au contexte économique mais

au rabot du prêt à taux zéro (PTZ) », fulmine Jacques Chanut pour qui « on a aussi perdu 10.000 logements HLM neufs : on aurait dû être à 100.000 cette année, on sera à 90.000 suite à la réforme du secteur ».

Dans ce contexte, pas question pour la FFB de rabot supplémentaire des aides aux acquéreurs de logements. « J'attends d'Emmanuel Macron qu'il tienne la promesse faite en direct aux 24 heures du Bâtiment, en 2017, d'une stabilité du PTZ jusqu'à fin 2019 et du Pinel jusqu'à fin 2021 », souligne le patron de la fédération.

Pendant que le logement neuf dévisse, les travaux d'amélioration-entretien des logements existants, qui représentent un tiers des 135 milliards d'euros de chiffre d'affaires du bâtiment, patinent. Ils n'ont progressé que de 1,2 % sur un an au deuxième trimestre, après 1,7 % à fin mars, alors que les ménages bénéficiaient encore, jusqu'au 30 juin, d'un crédit d'impôt transition énergétique (Cite) de 15 % sur les remplacements de fenêtres, qui a disparu début juillet.

## Mutisme

Sera-t-il remplacé par une prime en 2019 ? Le mutisme du gouvernement inquiète la FFB, qui lui a proposé, pour sécuriser cette prime, de la réserver au remplacement des fenêtres à simple vitrage. Sans réponse à ce jour, d'où la saillie de Jacques Chanut sur la « cohérence gouvernementale » après le départ de Hulot. « Pourtant, notre proposition ramènerait la dépense budgétaire de 800 à 200 millions d'euros », plaide Jacques Chanut. Le Cite avait coûté 1,7 milliard l'an dernier, dont environ 800 millions pour les menuiseries.

L'activité totale du bâtiment reste tout de même en progression de 2,5 % et le secteur « connaîtra en 2018 une embauche nette de 30.000 personnes », prévoit la FFB. La situation de l'emploi est tendue, « on peine à recruter, alors que Pôle emploi recense 430.000 chômeurs dans le bâtiment, il faut qu'on comprenne pourquoi et que le gouvernement n'accroisse pas le coût du travail salarié par rapport au statut de travailleur détaché ou d'autoentrepreneur », souligne son président.

## Relâchement

Or la déduction spécifique de 10 %, qui allège le coût du travail salarié dans le bâtiment, mais coûte à l'Etat 400 millions par an (et 400 millions allègements de charges induits), apparaît menacée. Par ailleurs, « la récente loi Avenir professionnel permet des dérogations à la déclaration préalable des travailleurs détachés, officiellement pour les travailleurs transfrontaliers belges et allemands, mais elle ressemble beaucoup à un relâchement coupable dans la lutte contre les abus liés au travail détaché », s'inquiète Jacques Chanut. Un relâchement mal perçu dans le secteur, à l'heure où 77 % des entreprises sont désormais dotées de 1,5 million de cartes d'identification professionnelle afin de lutter contre les dérives liées aux ouvriers détachés.

**Vinci s'engage à livrer ses logements à l'heure... ou à payer // <https://www.lesechos.fr/industrie-services/immobilier-btp/0302244177089-vinci-sengage-a-livrer-ses-logements-a-lheure-ou-a-payer-2204754.php>**

**Myriam Chauvot**

**LE FIGARO – 13/09/2018**

## 7 Monoprix et Amazon concrétisent leur alliance



### Monoprix a ouvert sa boutique virtuelle sur le service de livraison express du géant américain.

L'annonce avait fait l'effet d'un petit séisme en mars: Monoprix, filiale du groupe Casino, céda aux sirènes d'Amazon, en acceptant de proposer ses produits sur Amazon Prime Now, service de livraison alimentaire express à Paris du géant américain. Ce pacte, le premier entre Amazon et un acteur majeur de l'alimentaire en France, est entré en application mercredi. À côté de Fauchon, Lavinia, Bio c' Bon ou Truffaut, Monoprix dispose de sa propre boutique virtuelle sur [Amazon Prime Now](#) et y présente 6.000 produits: 1.500 sous ses marques propres (Monoprix, Gourmet, Bio) et une sélection de fruits et légumes, fromages, produits d'hygiène et de beauté, d'entretien... Les abonnés parisiens du service Prime d'Amazon peuvent se faire livrer en deux heures, moyennant 3,90 euros (gratuit au-delà de 60 euros d'achats). Et ce de 10 à 22 heures du lundi au samedi et de 10 à 14 heures le dimanche.

Accessible d'abord dans dix arrondissements parisiens, et dans quinze villes de la petite couronne, l'offre Monoprix devrait l'être dans toute la capitale et les vingt-cinq villes attenantes, «au plus vite», explique-t-on chez Amazon. Le nombre de références ira aussi crescendo pour au moins atteindre les 10.000 annoncés lors de la signature de l'accord.

L'enjeu est important pour Monoprix, qui veut muscler son offre de livraison à domicile dans la capitale. Ce marché est très convoité, comme en témoigne l'offensive avant l'été du leader français Leclerc sur cette zone dont il était absent.

### Plusieurs partenariats

En attendant la construction par un autre de ses partenaires, l'anglais Ocado, d'un [entrepôt automatisé](#) pour livrer d'ici à 2020 des gros paniers en 24 heures, Monoprix se renforce avec Amazon sur la livraison express. L'enseigne premium proposait déjà ce service gratuitement à ses clients venant en magasin. Les paniers commandés sur Prime Now seront préparés à partir de quelques-uns de ses supermarchés de la capitale, Amazon assurant la livraison par l'intermédiaire du transporteur Star Service. L'association de la filiale de [Casino avec la référence de la livraison](#) et du service lui permet ainsi d'aller plus vite qu'en solo. Une stratégie qu'il a déjà privilégiée avec Ocado, son entrepôt de préparation de commandes à Gennevilliers n'étant pas rentable.

Pour Amazon, qui ne cache pas ses ambitions dans l'alimentaire, l'ouverture de cette boutique n'est pas non plus anodine. Alors que son poids dans l'e-commerce alimentaire reste marginal, il aura accès avec Monoprix à une clientèle urbaine et CSP+, précisément le cœur de cible de Prime Now. Depuis le lancement de ce service à Paris en 2016, les vues d'Amazon sur l'alimentaire français sont en effet assumées. Pour y résister, les acteurs historiques se mettent tous en ordre de bataille. Leclerc a lancé au printemps son offre de livraison à domicile à Paris, avec entre autres des drives piétons. Le PDG de Carrefour, Alexandre Bompard, en a aussi fait une priorité, avec des plateformes de préparation de commandes à Paris et Lyon et la construction de 170 nouveaux drives cette année. Il s'est aussi allié avec le géant Google pour vendre dès 2019 en France ses produits sur Google Shopping, plateforme de commerce en ligne. Carrefour vise 20 % de l'e-commerce alimentaire français d'ici à 2022.

[Olivia Détroyat](#)

## 8 Electricité moins chère : Michel-Édouard Leclerc «vise trois millions de clients»



Michel-Édouard Leclerc veut proposer l'offre la moins chère du marché.

### Michel-Édouard Leclerc, le président des centres E.Leclerc, explique la raison de son arrivée sur ce nouveau marché jeudi.

Le géant de la distribution Leclerc propose, dès jeudi matin, de l'électricité moins chère que les tarifs classiques. Michel-Édouard Leclerc détaille les raisons de son arrivée sur ce marché.

#### Pourquoi vous lancez-vous dans la distribution d'électricité ?

**Michel-Édouard LECLERC.** Ce n'est pas un coup de com'. L'énergie représente 5,6 % du budget des ménages. La tendance est à l'augmentation des prix. Nous souhaitons, dans ce contexte, être un acteur permettant aux ménages de faire des économies. Par exemple, un couple de deux personnes à Paris dans un appartement de 60 m<sup>2</sup> avec une consommation de 6900 kWh est facturé 1 088 € par an par EDF. Nous lui ferons une remise de 119 € en ticket Leclerc.

#### Comment arrivez-vous à proposer du -20 % sur le tarif réglementé ?

Nous garantissons moins 10 % à tous les clients et moins 20 %, sur la part variable de la facture, aux porteurs de la carte de fidélité Leclerc. On garde l'avantage maximum pour les personnes ayant la carte Leclerc. Ce n'est pas pour garder le client captif. Mais, quand un client détient la carte Leclerc et qu'il choisit notre offre d'électricité, nous n'avons pas à le démarcher et à l'enregistrer, etc. Or, c'est ça qui coûte cher. Leclerc a 18 millions de clients dont 14,2 millions ont une carte de fidélité gratuite. Ils vont nous aider à grandir plus vite.

#### Combien de clients visez-vous ?

Nous sommes, pour le moment, un petit acteur, mais nous avons de grandes ambitions. On se donne deux à trois ans pour servir 3 millions de consommateurs. Cela représentera un petit 10 % du marché. Notre objectif c'est d'être le moins cher du marché. Nous allons progressivement étoffer notre offre. La prochaine étape ce sera de nous ouvrir aux petites entreprises.

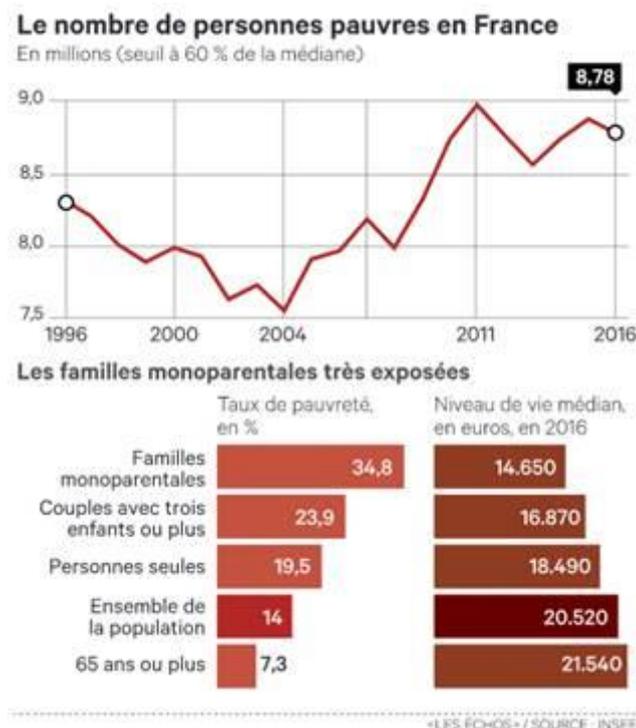
#### Et le marché du gaz ?

Tout ce qui concerne l'énergie nous intéresse.

**Electricité : Leclerc veut casser les prix // <http://www.leparisien.fr/economie/consommation/electricite-leclerc-veut-casser-les-prix-12-09-2018-7886142.php>**

Propos recueillis par Boris Cassel

9 Macron entame son virage social avec le plan pauvreté



**Le chef de l'Etat dévoile ce jeudi sa stratégie de lutte contre la pauvreté. L'enveloppe financière globale sera de 8 milliards d'euros, selon le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux.**

Un signal. C'est le chef de l'Etat lui-même, certes entouré des ministres concernés, en premier lieu Agnès Buzyn aux Solidarités, qui, ce jeudi matin, pour son premier grand discours de rentrée sur la scène nationale, va dévoiler l'ensemble de sa stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté. Emmanuel Macron se sait attendu au tournant sur ce plan initialement prévu en juillet. Un report - [pour des raisons de communication mais aussi d'arbitrages](#) - qui a encore accru les attentes.

L'exécutif nie tout tournant social, rappelant que ce plan est travaillé depuis des mois. Pourtant, avec le plan pauvreté, qui sera suivi du plan santé, de la réforme de l'assurance-chômage, de [celle des retraites](#) puis de la dépendance, Emmanuel Macron entame une « *nouvelle phase pour les Français qui ont besoin de perspectives d'avenir et notamment les Français les plus en difficulté* », reconnaissait ce mercredi Agnès Buzyn, sur France 2.

« **Esprit de Michel Rocard** »

« *Ce n'est pas un virage mais une étape supplémentaire, complémentaire, cohérente. Si elle peut corriger l'image d'une politique des riches, tant mieux* », ajoute un ténor de la majorité.

L'exécutif revendique en tout cas « *une révolution copernicienne dans l'approche des questions de pauvreté* », a avancé le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, sur France Info, pas seulement fondée sur une politique d'allocations, mais aussi d'accompagnement pour sortir de la pauvreté, évoquant au passage « *l'esprit de Michel Rocard* » et du « i » d'insertion de son RMI.

Le ton n'est plus tout à fait au « *On dépense un pognon de dingue et les gens ne s'en sortent pas* ». Au-delà des aides sociales « *qu'il faut évidemment maintenir* », a souligné le porte-parole, l'exécutif veut mettre l'accent sur l'accompagnement et les moyens qu'il nécessite. La redistribution certes, mais aussi une politique d'émancipation pour « *réduire les inégalités de destin* », « *contre le déterminisme social* ».

## Accompagnement

D'où une stratégie pensée dès [la petite enfance](#) et tout au long de la vie. « *Nous, nous prenons des engagements pour que demain, il n'y ait plus un enfant à la rue, plus un jeune sans formation et sans emploi, plus un bénéficiaire du RSA sans accompagnement* », soutient le député En marche Aurélien Taché, pour marquer la différence avec le plan pauvreté de François Hollande, qui mettait l'accent sur les revalorisations de prestations.

Des moyens supplémentaires doivent ainsi être dévolus à [l'accompagnement au retour à l'emploi des allocataires du RSA](#), avec plus de contrats d'insertion par l'activité économique. Cinquante nouveaux territoires zéro chômeur de longue durée vont être créés. La [garantie jeunes](#), dispositif phare du quinquennat Hollande pour les 16-25 ans, reconnue et reconduite par le gouvernement Philippe, doit être étendue, avec pour objectif d'aller aussi chercher des jeunes très éloignés de l'emploi.

Le [versement social unique](#), promesse de campagne, est sur la table. Surtout, des dispositifs [de bonus-malus doivent être mis en place pour lutter contre le non-recours aux crèches](#) ou au RSA. Et puis, mesure plébiscitée par la gauche, la CMU-C (Couverture maladie universelle complémentaire) va être étendue. Elle est fusionnée avec l'Aide à la complémentaire santé (ACS). Cela représentera pour l'assurance-maladie une dépense supplémentaire de 500 millions d'euros en 2022. Par ailleurs, il y aura une hausse de 25 % des dépenses médico-sociales (Ondam médico-social). Un fonds sera créé pour aider les communes de moins de 10.000 habitants à faire plus de tarifs sociaux pour la cantine.

## Un chiffre de 8 milliards d'euros annoncé par Benjamin Griveaux

« Notre plan pauvreté se chiffre à 8 milliards d'euros, répartis sur quatre ans », a indiqué Benjamin Griveaux dans une interview publiée mercredi soir sur le site de 20 minutes. Un montant global ambitieux. Une partie de cet investissement ira à la prévention de la pauvreté (crèches, écoles, etc.) et une autre sur l'accompagnement vers l'emploi.

Les associations rappellent que d'importantes économies vont être réalisées par ailleurs sur le logement et les contrats aidés... sans oublier le quasi-gel des prestations sociales en 2018-2019.

Malgré l'importance des sommes mises en avant, ATD Quart Monde, qui a reçu la visite lundi d'Emmanuel Macron, désespère de voir l'exécutif promettre l'éradication de la grande pauvreté à 15 ou 20 ans. Interrogée sur France 2, Agnès Buzyn a botté en touche : « Eradiquer ? Tout le monde en rêverait. » Plus prudente, elle a parlé de « réduire nettement et réagir plus vite pour ceux qui sont en difficulté ».

## Les mesures attendues

### - Rationalisation des prestations :

Extension de la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) aux personnes relevant actuellement de l'aide à la complémentaire santé (ACS), afin de lutter contre le non-[recours](#).

Mise en place du versement social unique et ouverture du chantier de l'allocation sociale unique.

Revalorisation normale du RSA et de l'allocation pour les chômeurs de longue durée (alors que les autres prestations n'augmenteront que de 0,3 %).

### - Priorité à la lutte contre la pauvreté des enfants :

Instauration de bonus pour les crèches accueillant les enfants pauvres, handicapés ou vivant en quartier prioritaire.

A l'école, petits-déjeuners gratuits et dédoublement des classes dans les quartiers défavorisés, dispositif « devoirs faits » dans les établissements.

### **- Plus d'accompagnement vers la formation et l'emploi :**

Mise en oeuvre de l'obligation de formation des jeunes de 16-18 ans, extension de la garantie jeunes.

Création de 100.000 contrats d'insertion par l'activité économique supplémentaires pendant le quinquennat.

Renforcement du rôle de Pôle emploi dans l'accompagnement et le suivi des bénéficiaires du RSA.

Extension de l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » de 10 à 60 territoires.

**Isabelle Ficek et Solveig Godeluck**

## **LES ECHOS – 13/09/2018**

### **10 Plan pauvreté : comment l'accompagnement vers l'emploi va être renforcé**



Dans le cadre de l'expérimentation 'Territoire zéro chômeur de longue durée', l'entreprise EmerJean à Villeurbanne emploie des femmes au chômage, allocataires du RSA, comme couturières, coiffeuses, esthéticiennes...

### **Plutôt que d'augmenter les aides sociales, le plan pauvreté, qui est présenté ce jeudi, va mettre l'accent sur le retour à l'emploi des chômeurs de longue durée et des allocataires du RSA.**

Le travail est, selon Emmanuel Macron, « la clef de l'émancipation pour toutes celles et ceux qui peuvent y avoir accès ». L'accompagnement vers l'emploi pour les personnes qui en sont éloignées figure donc en bonne place dans la stratégie de lutte contre la pauvreté présentée ce jeudi par le chef de l'Etat. C'est en partie pour renforcer ce volet, initialement trop peu ambitieux, que la présentation du plan a été retardée de plusieurs mois.

Il y a fort à faire. Aujourd'hui, l'aide aux allocataires du revenu de solidarité active (RSA) est essentiellement monétaire. L'accompagnement ne pèse **que 7 % des crédits fléchés** vers cette population. « *On ne consacre que 670 millions d'euros à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA, ce budget a été divisé par trois !* » rappelle le député LREM Aurélien Taché. Un manque d'investissement évident alors qu'au moment de la création du RMI, l'ancêtre du RSA, l'objectif avait été fixé à 20 % de dépenses d'insertion.

### **Mieux accompagner**

Face à cette dégringolade, les responsabilités partagées avec les départements devraient être revues. Il faudra renforcer l'accompagnement des allocataires par Pôle emploi, qui [ne gère que 4 bénéficiaires du RSA sur 10](#). L'instauration d'un référent unique ne sera cependant pas généralisée ; l'expérimentation va se poursuivre. Des réaffectations de postes, voire la [sous-traitance](#) à des cabinets privés, sont évoqués. « *Le RSA a cassé la dynamique du contrat d'insertion du RMI. Il n'y a plus d'obligation de revoyure tous les six mois* », rappelle une personnalité du monde associatif.

## Contrats d'insertion par l'activité économique

Encore faut-il avoir une occupation à proposer aux personnes dans le besoin. Avec la [suppression programmée de 120.000 contrats aidés en 2018](#), au nom de l'efficacité économique, l'éventail des choix a rétréci. Les contrats d'insertion par l'activité économique (IAE) dans le privé ou le secteur associatif vont bénéficier d'un coup de pouce. Des subventions supplémentaires vont permettre de recruter 100.000 personnes de plus sur ces contrats de réinsertion d'ici à la fin du quinquennat, portant le total à 140.000 personnes. L'avantage de la formule, c'est qu'elle inclut un tutorat et de la formation pour les bénéficiaires de ces emplois.

Par ailleurs, la réinsertion va, selon nos informations, bénéficier de l'extension à 50 nouveaux territoires de l'expérimentation « zéro chômeur de longue durée ». Initiée par ATD Quart Monde, elle fonctionne depuis 18 mois, sur 10 bassins d'emploi allant jusqu'à 10.000 habitants. Dix entreprises d'insertion reçoivent 18.000 euros par an et par poste pour faire travailler des chômeurs de longue durée, avec des emplois qui n'empiètent pas sur le secteur marchand, de l'entretien des forêts au chauffeur de taxi à 1 euro la course. La subvention correspond au coût salarial d'un chômeur de longue durée, en minima sociaux, manque à gagner fiscal et social et dépenses de long terme (santé en particulier).

**Plan pauvreté : une obligation de formation pour les 16-18 ans // <https://www.lesechos.fr/economie-france/social/0302244643667-plan-pauvrete-une-obligation-de-formation-pour-les-16-18-ans-2204583.php>**

Solveig Godeluck et Leila de Comarmond

## L'OPINION – 13/09/2018

### 11 Pauvreté: la fin des plans cache-misère?



**Emmanuel Macron ne veut plus se contenter d'empiler les aides mais les rendre moins complexes et miser sur l'éducation et l'emploi. Une stratégie dont la mise en œuvre demandera persévérance et patience**

Le président de la République dévoile jeudi sa stratégie de lutte contre la pauvreté, au musée de l'Homme à Paris. Un moment politiquement important pour Emmanuel Macron qui a, jusqu'ici,

d'avantage démontré sa capacité à « libérer » qu'à « protéger » les Français. Le plan représentera 8 milliards d'euros sur quatre ans, selon le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux.

« Ce plan pauvreté sera un marqueur de la politique sociale d'Emmanuel Macron », prévient [Laurent Berger, le chef de file de la CFDT](#). Pour le syndicaliste, comme pour le tissu associatif ou encore [l'aile gauche de la majorité](#), la stratégie de lutte contre la pauvreté que le chef de l'Etat dévoile ce jeudi en dira long sur sa capacité à se préoccuper des plus fragiles, à infléchir sa politique, à en finir avec cette étiquette de « président des riches » qui lui colle à la peau. Et ce, d'autant plus que ce plan pauvreté a été repoussé. En juillet, le président [a préféré se donner quelques semaines supplémentaires. Officiellement, pour gagner en efficacité](#). Mais la polémique n'a pas manqué après la bourde d'Agnès Buzyn : la ministre des Solidarités et de la Santé avait estimé peu opportun de présenter cette stratégie nationale en pleine coupe du monde de football.

Aussi, ce jeudi, Emmanuel Macron a-t-il soigné l'événement. Il s'exprime au Musée de l'homme, à Paris, dans un vaste bâtiment consacré à « l'évolution des sociétés ». « Un symbole qui permet une mise en perspective », plaide son entourage. Et pour insister sur la transversalité de sa politique, il sera entouré d'une dizaine de ministres, d'Agnès Buzyn à Muriel Pénicaud (Travail) en passant par Jean-Michel Blanquer (Education).

« Tiers payant » des CAF pour les gardes individuelles d'enfants, aide sociale à l'enfance versée jusqu'à 21 ans (au lieu de 18) aux établissements accueillant des orphelins ou de jeunes réfugiés, extension de la couverture maladie universelle, suivi plus rapproché des « décrocheurs » scolaires, subvention aux écoles (et non plus seulement aux collèges) pour offrir des repas aux enfants de familles en difficulté et aux villes pour étendre les tarifs sociaux dans les cantines, bonus financier pour les crèches accueillant des enfants défavorisés, avec un objectif de 30000 créations de places... Le Président entend marquer les esprits.

Quant aux moyens supplémentaires réclamés par les associations ? « Il y en aura, bien sûr », rassure Agnès Buzyn. Mais la rallonge ne devrait pas être substantielle, alors que [le gouvernement vient tout juste de revoir à la hausse ses prévisions de déficit public](#).

**Fléau.** Plus qu'un geste financier, Emmanuel Macron entend plutôt [insuffler une philosophie](#) consistant avant tout à en [finir avec la complexité, véritable fléau de notre système social](#). Multiplicité d'aides calculées selon des bases différentes, gérées par une foule d'organismes (caisses d'allocations familiales, collectivités, Pôle emploi...), dispersion des acteurs... Comme le souligne le sociologue Julien Damon, dans le rapport qu'il vient de remettre sur le sujet au Premier ministre : « On est incapable, par exemple, de dire combien il y a de travailleurs sociaux dans notre pays ».

En rationalisant, le gouvernement espère optimiser les frais de gestion et récupérer au passage des milliards d'euros. « Cette logique est la marque même du macronisme, justifie un conseiller ministériel, elle vaut pour toutes les politiques que nous mettons en œuvre : c'est ce que nous avons fait sur le marché du travail ou [la formation professionnelle](#). A défaut d'avoir de l'argent, on supprime des contraintes administratives, on fusionne les opérateurs. »

Séduisante sur le papier, cette idée n'en est pas moins compliquée à mettre en œuvre : elle implique de passer en revue tout le système mais aussi de surmonter les résistances des professionnels qui voudront défendre leur pré carré. D'où cette précaution énoncée par Agnès Buzyn : même si elle est souhaitable, une fusion des prestations sociales ne sera pas au programme. « Elle n'est pas simple techniquement donc je pense que nous lancerons un travail de réflexion... Ça ne peut pas se faire avant plusieurs années, même par étapes ».

**Déclassement.** L'autre voie du Président pour lutter contre la pauvreté est d'encourager l'activité. Et pour cause, [le chômage](#) est une machine à exclusion. Selon l'OCDE, le taux de pauvreté serait divisé par deux si, dans toutes les familles, au moins un des deux adultes avait un travail. Mais là, encore, les bonnes intentions risquent de se heurter à la dure réalité. Insérer les personnes plus éloignées de l'emploi passe par des formations longues, du soutien individualisé. Et là aussi, beaucoup de paperasse.

Impossible alors que le gouvernement a sabré dans [les contrats aidés](#), estiment les associations et les collectivités.

L'enjeu est pourtant de taille, à la hauteur des attentes de Français. La crainte du déclassement social et la peur de l'avenir ne cessent d'augmenter. Et l'inquiétude pour le futur des enfants explose : « 81 % des Français considèrent que le risque que leurs enfants connaissent un jour la pauvreté est plus élevé que pour leur génération », selon un sondage pour le Secours populaire. Plus qu'une [vidéo polémique sur le « pognon de dingue »](#), le président devra, cette fois, trouver les remèdes pour les rassurer.

**Pauvreté: «ce pognon de dingue» est-il dépensé de façon complètement inefficace? //**

<https://www.lopinion.fr/edition/economie/pauvrete-pognon-dingue-est-il-depense-facon-completement-inefficace-161857>

**Fanny Guinochet et Mireille Weinberg**

## **::: POLITIQUE**

**L'OPINION – 13/09/2018**

### **12 Ferrand, une élection sans sacre au Perchoir**



A 56 ans, Richard Ferrand succède à François de Rugy au poste très honorifique de président de l'Assemblée nationale.

**Richard Ferrand n'a pas fait le plein de voix auprès de son groupe. Son concurrent dans la course au Perchoir, le président du groupe MoDem, Marc Fesneau, a recueilli bien plus de voix qu'attendu**

Jusqu'alors président du groupe majoritaire à l'Assemblée nationale, le député du Finistère Richard Ferrand a été élu mercredi président de l'Assemblée nationale avec 254 voix. En juin 2017, son prédécesseur François de Rugy avait été élu avec 353 voix. Pour lui succéder à la tête du groupe LREM, les candidats ont jusqu'à jeudi 20 heures pour se déclarer.

Certes, Richard Ferrand a été élu président de l'Assemblée nationale mercredi dès le premier tour. Mais son score a de quoi surprendre. Avec 254 voix en sa faveur, le député du Finistère est passé à dix voix du second tour et il n'a pas fait le plein de voix auprès [des 312 députés LREM qui composent le groupe qu'il a présidé durant 14 mois](#), avec 56 voix manquant à l'appel. Faut-il y voir un début de fronde au sein de la majorité ? Le vote étant à bulletin secret, on ne saura jamais qui a voté pour qui.

Plus surprenant, le président du groupe MoDem, Marc Fesneau, a remporté 86 des voix alors que son groupe compte seulement 46 députés MoDem. Le député du Loir-et-Cher a décidé de se lancer dans la course seulement mardi soir. Vexé de n'être associé ni de près ni de loin à la désignation de Richard Ferrand comme candidat LREM au Perchoir, le groupe MoDem avait décidé de présenter son propre candidat. Mais le leader centriste ne s'attendait certainement pas à obtenir un tel score. « Le MoDem vient juste de doubler son poids politique à l'Assemblée nationale », veut croire le député des Bouches-du-Rhône, Bruno Millienne.

Les voix du groupe UDI-Agir, qui compte 31 députés, se sont-elles intégralement reportées sur lui ? Eux n'avaient pas présenté de candidat et laissé la liberté de vote au groupe. « Marc est un gars bien au-delà d'être un ami et je suis content de son score », se félicite le co-président du groupe, le député UDI de Seine-Saint-Denis, Jean-Christophe Lagarde. Mais ce report de voix ne suffit pas à être la seule explication.

**Amertume.** Ce qui est sûr, c'est que la perspective de l'accession de Richard Ferrand au Perchoir **ne faisait pas que des heureux au sein de La République en marche**. Face à lui, trois candidats - Barbara Pompili, Cendra Motin, Philippe Folliot - s'étaient déclarés. **Réunis en journées parlementaires à Tours lundi et mardi**, les députés de la majorité l'avaient finalement choisi à une large majorité (185 voix sur 312). Mais l'élection semble avoir laissé quelques traces. Beaucoup auraient aimé qu'une femme devienne pour la première fois présidente de l'Assemblée nationale. « Pas un seul marcheur que j'ai rencontré n'était pour la candidature de Richard Ferrand au Perchoir, il n'incarne pas ce pour quoi on a voté », regrette l'élu des Bouches-du-Rhône François-Michel Lambert, qui avait soutenu la députée LREM Barbara Pompili pour la présidence de l'Assemblée.

Débarrassé du poste de président de groupe dont il n'avait jamais vraiment voulu, Richard Ferrand va quitter son bureau du Palais Bourbon pour s'installer quelques mètres plus loin au premier étage de l'Hôtel de Lassay. En tant que président de l'Assemblée nationale, il lui reviendra de présider les séances de questions au gouvernement. Mais le poste est aussi très honorifique, son agenda est rempli de déplacements à l'étranger, dans les parlements du monde entier.

Lorsqu'il avait été élu président de groupe en juin 2017, Richard Ferrand avait édicté la règle suivante : les postes à clefs de l'Assemblée nationale détenus par la majorité seraient remis en jeu à mi-mandat, ce à quoi François de Rugy a toujours été opposé. Maintenant qu'il lui succède à Lassay, le député du Finistère devrait faire une entorse à cette règle. « On ne va pas s'amuser à changer de président de l'Assemblée tous les ans », glisse un membre de son entourage.

**Caroline Vigoureux**

## **::: INTERNATIONAL**

**LES ECHOS – 13/09/2018**

### **13 Le Maroc, nouveau terrain de chasse des PME**



**Si elles étaient 500 en 2009, les PME françaises implantées au Maroc sont aujourd'hui près d'un millier. Outre les salaires moins élevés et une politique fiscale avantageuse, le pays se vend aussi comme une plate-forme vers l'Afrique.**

Le Maroc, à trois heures de vol de Paris, est devenu un nouveau territoire de conquête des entreprises françaises. Avec plus d'un millier de PME, contre environ 500 en 2009, 700 filiales, 100.000 emplois et un stock d'investissements estimé à 15 milliards d'euros, les sociétés de l'Hexagone figurent en tête des opérateurs étrangers. La quasi-totalité des entreprises du CAC 40 y sont présentes : Alstom, chargé du projet du tramway et du TGV au Maroc ; France Télécom, entré dans le capital de Meditel, deuxième opérateur mobile marocain ; et Renault, à Tanger. Les franchises françaises (Fauchon, FNAC, Leader Price...) y ont également posé leurs jalons.

## Exonération d'impôt sur les sociétés

La France représente un tiers des investissements directs dans le pays, malgré la montée des investisseurs du Moyen-Orient ou d'Asie. Et le pays est le premier bénéficiaire des concours de l'Agence française de développement (AFD), à travers sa filiale Proparco, dédiée au financement du secteur privé et des PME-TPE...

Pour un investisseur étranger, l'atout du pays est sa politique fiscale et économique, avec une exonération totale de l'impôt sur les sociétés durant les cinq premières années, et d'un impôt à taux réduit de 17,5 % ensuite. « *Le salaire moyen au Maroc est de 400 euros, ce qui permet de réduire les coûts* », ajoute Antoine de Gaullier, chef de projet Afrique et Moyen-Orient. « *Nous avons décidé de nous installer à Casablanca pour augmenter notre capacité de production avec la présence dans le pays d'équipes qualifiées pour réaliser des images 3D, du fait notamment de l'implantation quelques années auparavant d'Ubisoft. En revanche, les budgets marketing des promoteurs ou investisseurs immobiliers y sont moins élevés* », raconte Jean-Maxime Gil, cofondateur de la société Realiz3D, une entreprise spécialisée dans la réalisation d'images 3D pour le bâtiment.

## Danone baisse le prix du lait

Objet d'une campagne de boycott contre la cherté de la vie qui a visé trois marques dont le groupe agroalimentaire, Danone a décidé de baisser de presque 9 % le prix de certaines briques de lait pasteurisé et de lancer un format économique de 470 ml de lait écrémé. Le groupe dirigé par Emmanuel Faber a mené une campagne de concertation auprès de 100.000 personnes dans différentes villes. « *Il n'y a aucune explication rationnelle du boycott et plutôt que d'essayer de le comprendre, on a essayé de l'entendre avec cette consultation : on a entendu qu'il y a des gens en difficulté financière, il y a une question de pouvoir d'achat* », a expliqué Didier Lamblin, le directeur général de Centrale Danone.

Mohamed El Kettani, président d'Attijariwafa Bank, la première banque au Maroc et en Afrique, souligne l'existence du partenariat signé entre son établissement et bpifrance qui permet d'accompagner les PME françaises et marocaines. Il insiste sur le fait que le royaume est une plate-forme à l'export de par sa situation géographique et la signature d'accords de libre-échange permettant l'accès à plus de 55 marchés, dont l'Union Européenne et les Etats-Unis. Le pays a récemment demandé son adhésion à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, une zone économique intégrée de 15 pays formant un marché de 350 millions d'habitants. « *L'accroissement spectaculaire de la pression urbaine en Afrique ouvre de larges perspectives pour investir ensemble dans les infrastructures urbaines, de sorte à doter les villes africaines de moyens de transport efficaces, de services efficaces en matière de distribution d'eau et d'électricité, de logements adaptés, d'une connectivité digitale adaptée* », souligne-t-il. « *Le pays est une porte d'entrée vers l'Afrique avec des échanges de plus en plus importants avec les pays d'Afrique subsaharienne* », ajoute de son côté Philippe Confais, directeur de la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc.

## M2I Biocontrol veut séduire les agriculteurs marocains avec ses phéromones //

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/actualite-pme/0302096010852-m2i-biocontrol-veut-seduire-les-agriculteurs-marocains-avec-ses-pheromones-2204486.php>

**Les sardines Connétable ouvrent une deuxième usine au Maroc //** <https://www.lesechos.fr/pme-regions/actualite-pme/030222367255-les-sardines-connetable-ouvrent-une-deuxieme-usine-au-maroc-2204503.php>

Ghizlaine Badri

LE FIGARO – 13/09/2018

## 14 Le coup de semonce de l'Europe à la Hongrie



**Malgré le vote de l'article 7 contre son pays au Parlement, mercredi, à Strasbourg, le premier ministre hongrois continuera de peser sur le débat à l'approche des élections européennes.**

Après moult hésitations, l'Union européenne a fini par lancer les hostilités contre Viktor Orbán, turbulent premier ministre de Hongrie, qui n'a cessé de défier Bruxelles, jetant les bases d'une démocratie autoritaire à sa main, se posant en chef de file du camp anti-immigration et appelant à une totale refonte de l'Europe dans le sens d'un retour du primat de l'État-nation. Par 448 voix pour, 197 voix contre et 48 abstentions, le Parlement européen lui a en effet infligé un cuisant camouflet [en votant en faveur de l'activation de l'article 7](#) des traités européens, qui permettrait potentiellement l'ouverture d'une procédure de suspension des droits de vote de la Hongrie, dans le but de sanctionner ses dérives en matière de justice et de pluralisme de la presse, ses attaques contre certaines ONG et son refus d'accueillir des demandeurs d'asile.

Ce vote, qui a été justifié par la «menace systémique» qui pèserait sur la démocratie hongroise, n'a qu'une valeur symbolique et ne fait qu'inviter le Conseil à «constater s'il existe un risque clair de violation grave, par la Hongrie, des valeurs visées à l'article 2 du traité UE et à adresser à la Hongrie des recommandations appropriées à cet égard». Il est quasiment exclu que cette procédure aille à son terme. La Pologne, l'Autriche et l'Italie, qui prônent la fermeté sur les questions migratoires comme Orbán, s'y opposeraient sans doute. Mais cette décision marque clairement un changement de ton dans les structures dirigeantes de l'Union.

Le président de la Commission européenne, Jean Claude Juncker, qui prononçait le même jour un grand discours destiné à relancer l'Europe puissance et à créer «une souveraineté européenne», sur un continent malmené par son grand voisin transatlantique et traversé par une révolte nationaliste et populiste de large ampleur, [a affirmé qu'il aurait voté pour la sanction](#), s'il avait été député. La chancelière allemande, Angela Merkel, et le président Emmanuel Macron ont tous deux également pris clairement position contre Orbán. Les deux dirigeants se seraient mis d'accord pour faire pression sur les membres du groupe européen PPE et les convaincre de lâcher le Hongrois. Merkel aurait notamment utilisé toute sa persuasion pour faire basculer le chef du groupe PPE, Manfred Weber, un Bavarois plutôt favorable à Orbán sur la question de l'immigration, en échange d'un soutien à sa candidature comme chef de liste pour les européennes. «J'ai toujours été favorable au fait de construire des passerelles, et je veux continuer à le faire, mais je n'ai vu aucune volonté de la part du premier ministre hongrois de faire un pas vers ses partenaires de l'UE», a expliqué M. Weber sur Twitter.

La mobilisation au sein du PPE n'aurait jamais eu lieu «si Orbán n'avait pas passé la ligne rouge», commentait ce mercredi le président de la Fondation Robert Schuman, Jean Dominique Giuliani, affirmant que [sa rencontre du mois d'août avec l'Italien Salvini](#) avait scellé son destin. «S'il avait fait la danse du paon comme il le faisait ces dernières années, et reconnu des erreurs, peut-être aurait-il été sauvé par son groupe. Mais il est clairement allé trop loin, à la fois dans ses entorses à la démocratie et dans sa prétention à incarner l'avenir de l'Europe, en proclamant au côté de Salvini que Macron était l'ennemi et qu'il était l'héritier réel d'Helmut Kohl», ajoute Giuliani, disant prévoir une sortie d'Orbán du PPE. «Les autres lui montrent la porte.»

Mais sera-t-il si facile de se débarrasser d'Orbán, vu le rôle central que joue la question de l'immigration dans le débat européen? Pourrait-il rebondir, et devenir le porte-flambeau de la révolte nationaliste et populiste qui souffle sur l'Europe, notamment centrale et désormais alpine, puisque les Autrichiens, les

Italiens et les Bavarois se sont peu à peu ralliés à ses idées sur l'immigration et la «bataille de civilisation» qui se jouerait sur le continent? Jugeant les accusations de la Commission de Venise et du Parlement européen biaisées, l'habile politicien hongrois s'est toujours défendu d'avoir mis en place un système antidémocratique, estimant avoir corrigé ses réformes judiciaires (ce qui est partiellement vrai) et assurant que ses prédécesseurs de gauche avaient été tout aussi interventionnistes dans les médias à l'époque où ils étaient aux affaires.

Pour lui, l'affaire est entendue: ses adversaires européens le peignent en dictateur autoritaire parce qu'il s'oppose au modèle multiculturel et au dogme des frontières ouvertes, qui prévaut en Europe, et qu'il défend les «valeurs chrétiennes». «Je n'accepterai pas que les forces pro-immigration nous menacent, fassent un chantage et calomnient la Hongrie sur la base de fausses accusations», a-t-il lancé à Strasbourg avant le vote, disant être venu défendre «l'honneur de son pays» contre ceux qui l'accusent. Pourra-t-il cependant rester au PPE comme il le souhaite malgré le désaveu qu'il vient d'essuyer? «A-t-il autre chose sous le pied, une alliance avec Salvini? Avec Poutine? Ou une visite de Donald Trump?» se demandait hier le directeur de la Fondation pour l'innovation politique, Dominique Reynié.

### **Jeu de billard à plusieurs bandes**

En août, Orban avait évoqué la création d'un groupe des pays de Visegrad au Parlement européen. La Pologne, qui se retrouve, elle aussi, sur le banc des accusés, à Bruxelles, où la Commission a lancé l'article 7 contre elle, pourrait-elle s'y résoudre? [Le chancelier autrichien Sebastian Kurz](#), dont le groupe a voté, fait notable, contre Orban, pourrait-il tenter de lui voler la vedette et incarner une version plus sage du front anti-immigration? Face aux grandes manœuvres qui commencent et à la volatilité des électeurs, les observateurs restent prudents sur le jeu de billard à plusieurs bandes qui est en train de se jouer. Même si elle semble avoir gagné une bataille tactique en parvenant à convaincre le PPE de sacrifier Orban, Merkel pourrait payer à plus long terme sa manœuvre à l'intérieur de l'Allemagne, où sa position, jugée excessivement pro-immigration, lui a valu les foudres de la CSU et d'une partie de la CDU et a permis [l'envolée de l'Alternative pour l'Allemagne \(AfD\)](#).

Le président Macron, qui s'est «fortement impliqué», selon l'Élysée, salue, lui, «un signal fort du Parlement européen» qui «montre que l'Europe peut se rassembler sur les valeurs au-delà des partis». Mais il est loin d'être certain qu'il puisse transformer cette victoire symbolique en gain stratégique lors d'élections européennes qui seront immanquablement dominées par le thème de l'immigration. «Il reste très difficile de lire les conséquences à long terme de ce vote», notait ce mercredi Dominique Reynié, parlant d'une situation «confuse» dans une Europe transformée en champ de bataille idéologique entre nationalistes et partisans d'une Europe plus supranationale. «Si le public interprète ce vote comme une condamnation de ses écarts en matière de démocratie, ce débat restera ésotérique, car l'opinion ne s'intéresse que marginalement à cette question. Mais si le vote anti-Orban est perçu comme une sanction contre ses positions anti-immigration, cela pourrait se révéler une décision risquée pour le camp de Juncker, Macron et Merkel.»

### **Politique migratoire : Merkel prête à durcir le ton contre la Hongrie //**

<http://premium.lefigaro.fr/international/2018/09/12/01003-20180912ARTFIG00376-politique-migratoire-merkel-prete-a-durcir-le-ton-contre-la-hongrie.php>

**Laure Mandeville**

**LE FIGARO – 13/09/2018**

**15 Juncker : «Si j'avais été membre du Parlement européen, j'aurais voté en**

## **faveur de l'article 7»**



**INTERVIEW - Le président de la Commission a accordé, mercredi, à Strasbourg, une interview à plusieurs journaux européens après le vote des eurodéputés contre la Hongrie afin d'activer la procédure la plus radicale contre un pays bafouant les règles de l'Union, pouvant aller jusqu'à le priver de ses droits de vote.**

**LE FIGARO. - Les eurodéputés ont majoritairement voté en faveur de l'article 7 du traité de l'UE contre la Hongrie. Quelle est votre réaction ?**

**Jean-Claude JUNCKER. -** Si j'avais été membre du Parlement européen, j'aurais aussi voté en faveur de l'article 7. Je suis en totale harmonie avec le résultat de ce vote.

**Quelle pourrait être désormais la place de Viktor Orbán au sein du Parti populaire européen (PPE) dont vous êtes issu ?**

J'ai un problème avec son appartenance au PPE. Mais c'est au parti de prendre la décision.

**Si c'était à refaire, feriez-vous les choses différemment, notamment sur la gestion de la crise migratoire de 2015 ?**

Je ne ferais rien de différent. Les propositions de la Commission ont été adoptées par le Conseil, mais certains membres ont décidé de ne pas les appliquer. C'est donc un débat entre États membres, des disputes entre gouvernements. La République tchèque, par exemple, n'a accueilli que 28 réfugiés. Peut-on, dès lors, parler d'invasion ? L'UE a besoin d'unité mais il faut un mouvement dans les deux sens. Nous proposons d'augmenter à 10.000 le nombre de gardes-frontières européens ou de renforcer le rôle de l'agence de l'asile. Pour le reste, je crois que les membres de l'Europe doivent montrer de la solidarité. Ceux qui ne reçoivent pas de réfugiés doivent contribuer davantage aux politiques que nous sommes en train de mettre en place, comme les gardes-frontières.

**Avez-vous un message à adresser à Rome ?**

J'ai parlé à [Giuseppe Conte \(président du Conseil italien, NDLR\)](#) mardi soir. En Italie, certains ministres pensaient que j'allais attaquer leur gouvernement dans mon discours. J'ai rappelé à Giuseppe Conte ce que l'UE et la Commission ont fait pour l'Italie, concernant la migration avec les 882 millions d'euros envoyés à Rome depuis 2015. J'ai également redit que son pays a dépensé 18 milliards de plus que le pacte de stabilité ne l'autorisait. Lorsqu'il s'agissait de l'Italie, la Commission a fait ce qu'elle a pu. Nous avons aussi apporté notre soutien pour améliorer les infrastructures en Italie, mais tous les montants disponibles n'ont pas été absorbés. Les attaques ne sont pas utiles et ne sont pas sages.

**Dans votre discours sur l'état de l'Union, vous appelez à une autre relation entre l'Europe et l'Afrique. Qu'en est-il ?**

C'est le point principal de mon discours. Il faut construire une relation nouvelle avec l'Afrique, qui ne soit pas seulement basée sur l'aide ou le développement, qui soit une relation économique entre des partenaires égaux. Il y aura une rencontre spéciale avec des dirigeants africains le 7 décembre.

**Fin 2014, vous expliquiez que cette commission était celle de la «dernière chance». Dans votre discours de mercredi, vous dites qu'un mandat représente peu de temps dans l'histoire de l'UE. Pourquoi?**

Je voulais que les États européens et la Commission essaient de mettre en place de meilleures relations entre les institutions et le Parlement. Ces relations n'étaient pas les meilleures quand j'ai pris mes fonctions. J'ai fait campagne en disant: «Europe is big on big things and small on small things...» (l'Europe est grande sur les grandes choses et petite sur les petites choses, NDLR) C'est exactement ce que j'ai fait. Il y a eu moins de textes. Et le Parlement, parfois, a protesté car on ne le nourrissait pas assez...

**Dans votre discours, pourquoi n'avez-vous pas mentionné la Russie et l'Ukraine?**

Je souhaite que l'Union se reconnecte avec la Russie. Cela va être long. Je suis allé en Chine en juillet, et nous sommes convenus de la mise en place d'un groupe pour réfléchir à la réforme de l'OMC. J'essaie de développer des relations aussi proches que possible avec les différents acteurs dans le monde.

**Votre accord sur le commerce avec Donald Trump va-t-il tenir?**

[Avec Trump, nous avons conclu un accord](#) et je pense qu'il est en train de faire ce qu'il a dit qu'il allait faire et qu'il va tenir sa parole.

Les élections européennes approchent. Pensez-vous que les politiques s'enferment trop dans le débat entre eurosceptiques et progressistes? N'y a-t-il pas un piège?

Les eurosceptiques ne doivent pas être confondus avec l'extrême droite et les populistes en tous genres. Il faut mieux expliquer la chose européenne aux eurosceptiques. Il m'arrive moi-même d'être eurosceptique sur certaines questions. Il ne faut pas les confondre avec la droite pure et dure qui hait l'Europe: il faudra les bloquer au moment des élections européennes. Je n'aime pas le langage guerrier qui consiste à allumer des feux là où le soleil devrait briller.

**Anne Rovan**

Vous souhaitant une bonne journée.

Bien à vous,

**Elena NATALITCH**

Chargée de Communication

251, bd Pereire - 75852 PARIS Cedex 17

Tél. : 01 40 55 12 43

Fax : 01 40 55 12 40

[elena.natalitch@medef-idf.fr](mailto:elena.natalitch@medef-idf.fr)

[www.medef-idf.fr](http://www.medef-idf.fr)

<https://www.facebook.com/medef.idf>



Mouvement des Entreprises de France  
**MEDEF Ile-de-France**

